

10^{ème} Assemblée Mondiale

Commission I : Faire progresser le bien-être partagé En tant qu'une vision interreligieuse de la paix positive

1. Partage du bien-être : deux visions de la paix positive

Deux courants émergents seront liés dans cet article : le premier est la notion interreligieuse de la paix positive, qui a été discernée par *Religions for Peace* comme valeurs morales normatives partagées par les représentants des religions du monde, et le second courant cherche à discerner, par une analyse empirique rigoureuse, les « facteurs » de la paix positive, et ainsi fournir une base pour les décisions de politique publique conçues pour améliorer les facteurs de la paix positive.

Les deux approches sont importantes. La première exploite un consensus entre les communautés religieuses sur ce qu'est « la bonne personne » et la seconde repose sur des mesures concrètes en faveur de l'épanouissement social et identifie les « moteurs » essentiels de mesures de paix élevées.

Ils peuvent se compléter car l'approche interreligieuse de la Paix positive a une portée considérable, mais souffre souvent d'une extrême généralité. La notion de paix positive avancée par l'Institut sur l'économie et la paix (IEP), quant à elle, émerge de l'analyse de données publiques et est ouverte au raffinement continu des méthodes liées aux sciences sociales modernes. Son inconvénient réside dans ce que l'on pourrait appeler une « science sociale critique », qui perçoit les données sociales comme un agrégat d'authenticité et d'inauthenticité humaines. La combinaison des deux approches peut capturer les forces et compenser les limites de chaque approche.

2. Menaces partagées

Une série de faits troublants affaiblit la paix mondiale. Il y a eu et une augmentation de 408% des morts au combat et une augmentation de 247% des morts par terrorisme entre 2007 et 2016, le nombre de réfugiés a doublé depuis ce temps et des conflits font toujours rage en Ukraine, en Syrie, au Nigéria, en République démocratique du Congo, au Yémen, Terre sainte, Myanmar, la péninsule coréenne et entre groupes sunnites et chiites.

Presque tous les États sont en retard sur leurs engagements vis-à-vis de l'accord de Paris sur les changements climatiques, la sophistication des technologies militaires dans l'espace, les nouvelles armes à énergie associées à l'intelligence artificielle et à la robotisation, 70% de la population est soumise à de fortes restrictions en matière de liberté et plus de 10% de la population mondiale vit avec moins de 1,90 USD par jour.

Tout ceci est le résultat d'une « méta-crise » de normes politiques et économiques. Les préceptes démocratiques ont été attaqués dans de nombreuses régions du monde, les 9 personnes les plus riches ont aujourd'hui plus de richesses que les 4 milliards les plus pauvres, et il existe une crise

de la vérité, dans laquelle les « fausses informations » sont adaptées à un public sélectionné, à des fins commerciales ou autres. Gain politique.

On espère que, compte tenu de ces « menaces pour la paix », les notions émergentes de paix positive pourront être utiles en se complétant et en créant une synergie entre *Religions for Peace* et l'IEP.

3. La notion émergente de paix positive de *Religions for Peace*

Il existe certains accords, que l'on pourrait juger trop généraux, concernant les éléments de la paix positive identifiés par tous les représentants religieux de *Religions for Peace*. Il s'agit de :

- la paix est au cœur de chacune de leurs traditions religieuses respectives ; chaque religion prévoit la paix comme un état holistique d'épanouissement personnel et social.
- Chacune des principales religions du monde se sent obligée de surmonter les différences religieuses pour la paix.
- Toutes les personnes ont une dignité humaine inaliénable enracinée dans l'expérience de transcendance de chaque religion et toutes ont les droits et les responsabilités qui découlent de la dignité humaine.
- Tous sont appelés à se tenir aux côtés de ceux dont la dignité humaine (et les droits) sont violés.
- Toutes les grandes religions s'accordent pour dire que l'établissement d'une relation harmonieuse entre l'humanité et le monde naturel est intrinsèque à la paix.
- Toutes les grandes religions se sont engagées à créer une culture de la paix qui inclut la vie commune, la guérison commune et la sécurité partagée.
- Toutes les grandes religions sont appelées à promouvoir une notion de sécurité partagée.
- Toutes les communautés religieuses s'accordent pour dire qu'elles sont appelées à « accueillir les autres ».

Lorsque, en 2013, Religions for Peace a commencé à parler de paix positive en tant que "bien-être partagé", ce terme impliquait que les êtres humains sont radicalement relationnels. Leur bien-être est intrinsèquement lié au bien-être de tous leurs proches. Avec une extrême généralité, le bien-être partagé en tant que message codé pour la paix positive comprend ce qui suit :

- Un impératif moral de déployer la dignité humaine dans toutes ses dimensions.
- Un impératif moral pour faire progresser le bien commun, qui comprend les institutions indispensables à sa promotion.
- Le respect de la dignité humaine et la promotion du bien commun sont considérés comme intrinsèquement et réciproquement liés.

La notion de « déploiement de la dignité humaine » exprime sa reconnaissance du fait que l'état de la dignité humaine inclut le facteur humaine qui doit également se développer. Les personnes ont des potentiels à plusieurs niveaux et elles sont invitées à développer ce potentiel. En même temps, leur volonté personnelle de développer leurs potentiels doit être soutenue et rendue possible par le bien commun. À son tour, chaque personne est appelée à construire le bien commun pour soutenir le facteur de tous les autres.

4. La nouvelle notion de paix positive de l'Institut pour l'économie et de paix (IEP)

L'IEP a mis au point un cadre fondé sur une analyse statistique qui isole les facteurs les plus statistiquement associés aux sociétés hautement pacifiques. Ces facteurs fonctionnent comme un système et sont regroupés en huit piliers :

- un gouvernement fonctionne normalement,
- une répartition équitable des ressources,
- la libre circulation de l'information,
- de bonnes relations avec les voisins
- un niveau élevé du capital humain,
- l'acceptation des droits d'autrui,
- un faible niveau de corruption et
- un climat des affaires sain.

La particularité des travaux de l'IEP sur la paix positive est qu'ils sont empiriques et utilisent des techniques d'analyse quantitative chaque fois que cela est possible. Seuls quelques cadres empiriques et quantitatifs connus sont disponibles pour analyser une paix positive. Celles-ci, toutefois, partent généralement d'une perspective de gouvernance, l'accent étant mis sur les institutions gouvernementales, plutôt que sur la paix ou les systèmes.

La paix positive représente une conceptualisation de la paix ambitieuse et tournée vers l'avenir qui va au-delà du simple arrêt des conflits et de la violence. Une paix positive bien développée représente le potentiel d'une société pour s'épanouir, créant davantage d'opportunités et de possibilités pour que les individus puissent exprimer leur productivité, leur créativité et les activités qui les rendent plus heureux et de meilleurs acteurs au sein de leur société. Cela crée également les conditions de base pour de meilleures conditions économiques ainsi que des résultats au sein de la société. Les pays où le niveau de la paix positive est élevé présentent un faible niveau de plaintes et de violence.

10^{ème} Assemblée Générale

Commission II : Faire progresser le bien-être partagé à travers la prévention et la transformation des conflits violents

Introduction

En tant que membres et affiliés de Religions pour la paix, nous devons identifier les types de conflit qui se manifestent dans leurs propres contextes aux niveaux local, régional et national, et examiner les moyens de relever ces défis en collaboration avec d'autres regroupements religieux, organisations de consolidation de la paix ainsi que d'autres acteurs pertinents.

Cela suggère qu'une compréhension systématique et globale du conflit associée à une évaluation minutieuse et réaliste des ressources religieuses disponibles et susceptibles d'être efficaces est essentielle pour une transformation positive de tous les conflits. Les trois étapes sur lesquelles nous allons nous concentrer sont : l'analyse de votre contexte, la consolidation de la paix et la transformation des conflits, et la mobilisation des acteurs pour la consolidation de la paix.

1. Analyser votre contexte

L'analyse de conflit est la compréhension systématique d'un conflit. Il s'appuie sur des outils et des recherches impliquant des conflits et certains des concepts et théories développés par ce dernier peuvent être utiles aux membres de Religions pour la paix dans leurs analyses.

Certains termes utiles sont :

- "acteur" : il désigne toute partie impliquée dans un conflit ou un processus de consolidation de la paix ;
- "transformation de conflit" : il identifie les structures et conditions adéquates à mettre en place pour qu'un conflit puisse trouver une résolution positive, qui s'attaque aux causes sous-jacentes du conflit, aux effets négatifs et aux conséquences plus évidentes du conflit ;
- "consolidation de la paix", qui implique des efforts de redressement pour promouvoir la réconciliation et la reconstruction, ainsi que pour fournir une aide humanitaire, des services de guérison des traumatismes, le rapatriement des réfugiés et la réinstallation des personnes déplacées dans leur propre pays ;
- "paix positive et négative", qui distingue un processus de paix prônant une société juste et équitable pour tous et le rétablissement des relations après un conflit, d'un processus imposé par l'oppression, la discrimination et les inégalités; et enfin,
- «violence structurelle / conflit», qui est une injustice ou une inégalité systématique au sein d'une société ou d'une communauté, telle que le racisme, l'âgisme, le clanisme, le sexisme, etc.

Il est utile de connaître certaines tendances des conflits: les conflits entre États sont en régression, les conflits internes et les guerres civiles sont en hausse, l'implication d'acteurs non étatiques, est croissante, le conflit s'internationalise de plus en plus, avec un plus grand nombre de pays extérieurs devenant directement ou indirectement impliqué dans des conflits internes, enfin, le conflits armés blessent ou tuent plus de civils et de non-combattants que de combattants armés.

Parmi les théories globales et les explications sur les raisons pour lesquelles différents types de conflit se produisent, les théories de conflit incluent:

- la cupidité : lorsque les acteurs entrent en conflit pour un profit ou un gain matériel ;
- le "grief" : lorsque les belligérants entrent en conflit parce qu'ils sont lésés par une forme d'injustice ou d'inégalité;
- le "conflit ethnique ou religieux" : lorsque des différences et des discordes d'identités ethniques ou religieuses sont à l'origine des conflits entre groupes;
- le "conflit des ressources" : qui découle du fait que l'accès aux ressources naturelles engendre des tensions ainsi que des conflits structurels et violents.

D'autres facteurs identifiés comme augmentant ou diminuant le risque de conflit sont: la forme et la structure de gouvernance, l'efficacité de la sécurité de l'État, l'âge moyen de la population, l'historique des conflits passés, les conflits dans les pays limitrophes et même la géographie d'un pays.

En ce qui concerne l'implication de la religion dans les conflits, certains facteurs considérés comme problématiques sont: le nationalisme religieux et l'influence négative de certains chefs religieux, l'identité religieuse utilisée pour souligner les divisions et les différences au sein des communautés et des sociétés, l'extrémisme religieux et le fondamentalisme.

Un certain nombre de facteurs mentionnés ci-dessus peuvent influencer ou maintenir un conflit. Lors de l'analyse du conflit, il est impératif de reconnaître de manière systémique et globale la nature et les causes du conflit. Deux choses peuvent être présumées avec certitude: la première est que les raisons du déclenchement et de la poursuite du conflit sont généralement très complexes et peuvent évoluer avec le temps. Deuxièmement, la compréhension des causes d'un conflit dépend souvent de votre interlocuteur et du niveau d'analyse du conflit, par exemple régional, national ou local.

Il est important de mener une évaluation participative et inclusive afin de bien comprendre le conflit. L'évaluation participative implique les acteurs dans la collecte d'informations et leur permet de s'intéresser au processus. Cela pourrait devenir un outil de consolidation de la paix en soi. L'évaluation inclusive prend en compte le plus grand nombre de points de vue possible et inclut les contributions d'un large éventail d'acteurs, de participants et d'organisations, qu'ils soient religieux ou non.

Enfin, la tentation de simplifier les causes du conflit doit être évitée; plus la compréhension d'un conflit est multiforme, mieux c'est.

Les cadres d'évaluation des conflits sont les différents moyens mis au point par les organisations et les acteurs pour analyser les conflits. Selon Matthew Levinger, malgré la diversité des approches, la plupart des conflits doivent être examinés selon trois éléments clés: les acteurs, les connecteurs et les diviseurs ainsi que les facteurs de conflit / moteurs de la paix.

Les acteurs sont ceux qui sont impliqués dans le conflit, directement ou indirectement. Les connecteurs et les diviseurs indiquent quels problèmes relient les acteurs ou les divisent. Les facteurs de conflit ou de paix consistent à déterminer comment les acteurs utilisent les diviseurs et les connecteurs pour alimenter les conflits ou instaurer la paix.

2. Religion, consolidation de la paix et transformation des conflits

Selon Scott Appleby, dans «L'ambivalence de la religion sacrée: religion, violence et réconciliation» (2000), plusieurs facteurs influents aident à faire en sorte que la religion se manifeste comme une force de paix. Ceux-ci incluent: le leadership religieux, lorsque les interprétations positives et pacifiques d'une religion par les dirigeants en font une force efficace pour la consolidation de la paix; l'éducation et la formation religieuses, en diminuant les risques d'influence des traditions sur des interprétations négatives de la religion et l'incitation à la violence; et les bâtisseurs de paix religieux, lorsque les acteurs religieux restent religieux lorsqu'ils font la promotion de la paix, plutôt que d'être simplement un autre groupe coopté pour soutenir des projets et des initiatives laïques de consolidation de la paix.

Les institutions religieuses et les organisations confessionnelles sont considérées comme importantes et influentes, et sont de plus en plus engagées par des organisations non confessionnelles dans des initiatives de consolidation de la paix, car elles sont souvent perçues comme des gardiens des communautés et des dirigeants religieux, car ils permettent de comprendre les traditions et les motivations religieuses et inspirent confiance et respect.

Au niveau de la base et de la communauté, l'identité et les croyances religieuses peuvent rassembler les gens autour d'un objectif commun et d'une compréhension mutuelle, et constituer un atout puissant pour le travail de consolidation de la paix.

Religions for Peace est fondé sur la conviction que les différentes religions travaillant ensemble sur une question commune sont souvent plus efficaces que les groupes religieux et les communautés travaillant seules.

La collaboration des religions peut contribuer à approfondir la compréhension mutuelle en tant que communautés et individus religieux ; rassembler différents groupes de diverses communautés autour de problèmes et de défis communs ; servir à identifier et à mettre en valeur les forces complémentaires ; et offrir des gains d'efficacité en mettant en commun les ressources et en renforçant la collaboration.

Bien que les religions jouent un rôle important dans la consolidation de la paix, il est possible de d'amoindrir sa capacité ou son plein potentiel de changement en ne sachant pas comment utiliser au mieux ses ressources ou concentrer les efforts. Il est donc utile d'identifier les meilleures approches et méthodes par le biais d'une approche systémique.

3. Les dimensions interdépendantes de la religion

Il peut être utile de penser à la religion comme englobant cinq dimensions interdépendantes.

Premièrement, la religion comme un ensemble d'idées. Chaque religion a des enseignements, des doctrines et des récits qui peuvent être un appel à l'action pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Lorsque les parties à un conflit appartiennent à la même tradition, les acteurs peuvent s'entendre plus facilement sur ce à quoi devrait ressembler le processus de résolution de conflit. Quand ils sont issus de traditions différentes, cela pourrait également être un puissant outil pour partager des valeurs et des idéaux communs, et s'appuyer sur les stratégies de chacun pour la résolution des conflits et la consolidation de la paix.

Deuxièmement, la religion en tant que communauté. L'effort collectif de travailler pour la paix peut être plus grand que les efforts individuels de ses membres. Le danger évident de l'identité de groupe est qu'il peut conduire à des stéréotypes négatifs. Lorsque l'identité religieuse est un facteur de conflit, les acteurs religieux peuvent renforcer les connaissances religieuses de manière à accroître la pensée critique et la résistance aux récits radicaux qui promeuvent la violence.

Troisièmement, la religion en tant qu'institution. Les institutions confèrent aux chefs religieux une légitimité et une autorité, ainsi que des ressources pour les activités de consolidation de la paix. Lorsque les relations entre différents groupes religieux doivent être renforcées, les institutions peuvent se regrouper pour former des associations interreligieuses, telles que *Religions for Peace*. Les institutions peuvent également proposer des financements, de la main-d'œuvre, des réseaux de communication et des médias, des transports et une logistique permettant d'appuyer un large éventail d'activités.

Quatrièmement, la religion en tant qu'ensemble de symboles et de pratiques. L'utilisation de symboles et de pratiques dans la consolidation de la paix est de plus en plus reconnue comme une partie importante du travail de consolidation de la paix. S'ils peuvent servir de langage pour établir des liens et une compréhension renouvelée pendant un conflit, s'ils ne sont pas utilisés avec précaution, ils peuvent être source de division, car ils sont étroitement liés à des croyances qui peuvent être difficiles. Les rituels doivent être utilisés de manière inclusive et sensible à des fins de consolidation de la paix interreligieuses.

Cinquièmement, la religion en tant que spiritualité. Cela fait référence aux sentiments de connexion et de transcendance qui distinguent la pensée rationnelle de la croyance religieuse. Considérez, dans votre planification, quelles dimensions sensibles, telles que les sentiments d'insécurité, votre analyse a-t-elle déterminé pour contribuer au conflit? Pensez à la manière dont la dimension spirituelle de la religion peut être une source de consolidation de la paix.

4. Les quatre niveaux de transformation des conflits

Lorsque vous envisagez de participer à un processus de prévention des conflits ou de consolidation de la paix, il est important de prendre en compte les cinq dimensions de la religion en tant que sources de violence et de conflit.

En premier, ce sont des interprétations négatives et déformées d'idées et de croyances religieuses.

En second, l'identité communautaire utilisée pour créer des groupes «internes» et «externes» et perpétuer la peur, la haine et la division dans les sociétés et les communautés.

En troisième lieu, lorsque les institutions religieuses sont complices de la création et du maintien des inégalités et de l'oppression dans les sociétés, au sein et entre les traditions religieuses.

En quatrième lieu, la tentative d'annihilation d'une autre tradition religieuse qui entraîne la destruction ou la proscription du symbolisme religieux.

Et en Cinquième lieu, un sens de spiritualité déformé et irrégulier et une conviction de "faire l'œuvre de Dieu" ont souvent été utilisés pour motiver des extrémistes et des terroristes à commettre des actes violents.

La transformation des conflits doit s'effectuer à quatre niveaux différents. Bien qu'une transformation complète doive couvrir les quatre niveaux, le faire dans un seul projet peut être irréaliste. Par conséquent, vous devez déterminer où vos ressources et vos ressources existantes peuvent être le plus appropriées pour intervenir, et quelles ressources et / ou compétences vous devez ajouter :

- Le niveau de transformation personnel implique de cultiver la conscience de soi et d'apporter des réponses utiles aux conflits.
- Le niveau relationnel implique la création de relations dans tous les domaines de la société, l'amélioration des lignes de communication et de confiance ainsi que le respect de la diversité et de la différence.
- Le niveau structurel implique des systèmes sociaux changeants qui perpétuent des inégalités, telles que le racisme, le clanisme et le sexisme.
- Le niveau culturel appelle l'identification et la modification des normes sociales, de l'éthique et de la morale dans une société, ce qui a initialement conduit à des inégalités structurelles.

Religions for Peace a reconnu et œuvré sans relâche pour réduire la menace des armes nucléaires. Aux fins du présent document, les armes nucléaires et le désarmement peuvent être perçus, analysés et traités de manière similaire à celle de tout autre conflit structurel et sociétal.

5. La mobilisation des acteurs pour la consolidation de la paix

La consolidation de la paix est souvent l'accumulation de projets et d'initiatives plus modestes et progressifs, plutôt que le résultat d'un programme coordonné et interconnecté, couvrant les niveaux local, national, régional et mondial dans lesquels la consolidation de la paix aurait lieu.

Par conséquent, il est essentiel d'identifier les acteurs, les ressources et les partenaires nécessaires pour actualiser et mettre en œuvre votre plan de consolidation de la paix.

Les ressources comprennent généralement du personnel, des fonds, des connaissances et une expertise, des compétences et des capacités, ainsi que des partenaires ou des acteurs impliqués.

Religions for Peace et les groupes religieux peuvent jouer un rôle important dans la consolidation de la paix, par le biais de leurs relations et de leurs réseaux. Religions for Peace a mis en place un vaste réseau d'acteurs religieux œuvrant sans relâche pour la paix, regroupant des organisations et des membres affiliés aux niveaux mondial, régional, national et local, qui ont une large portée dans les sociétés du monde entier. Les relations existantes avec les gouvernements, les institutions internationales, multinationales et les organisations de consolidation de la paix peuvent être mobilisées pour la transformation des conflits et la consolidation de la paix. La collaboration avec des affiliés d'autres pays et religions est fortement encouragée à tous les niveaux.

Un autre élément essentiel du réseau *Religions for Peace* est le Réseau mondial des femmes de foi ainsi que le Réseau mondial interconfessionnel de la jeunesse. Le Réseau mondial des femmes de foi rassemble diverses femmes de foi pour promouvoir leur leadership, coordonner leurs stratégies et mettre en commun leurs ressources et leurs capacités en vue d'actions de coopération pour la paix. Le réseau mondial interconfessionnel pour la jeunesse est composé de comités et de réseaux régionaux qui rassemblent les jeunes pour faire face à certains de nos problèmes les plus urgents : renforcer la paix, mettre fin à la pauvreté et protéger la Terre.

Étant donné que les conflits affectent souvent de manière disproportionnée les femmes et les jeunes, et que leurs expériences diffèrent souvent de celles des hommes, il est impératif que, pour comprendre et transformer les conflits, leurs voix et leurs points de vue soient prédominants.

Même lorsque l'accès aux ressources est suffisamment importante, les communautés religieuses ne peuvent à elles seules gérer le processus complexe à long terme de transformation des conflits. Une approche multi-facettes et impliquant plusieurs acteurs est généralement requise pour la consolidation de la paix et la réconciliation durables.

Il a été démontré que cette approche multipartite accroît l'efficacité grâce au partage des connaissances et des ressources. Ces autres parties prenantes peuvent être d'autres organisations religieuses, des bâtisseurs de la paix laïques et des institutions et organisations locales, nationales et internationales.

Pour déterminer avec quels partenaires il serait plus approprié de travailler, vous pouvez utiliser les questions directrices suivantes :

- Quelle est la mission de l'agence ou de l'organisation? Correspond-elle aux plans de consolidation de la paix de votre congrégation ou de votre institution?

- L'organisation a-t-elle déjà collaboré avec d'autres organisations par le passé? Si oui, comment ont-ils évolué et comment la collaboration interconfessionnelle pourrait-elle être différente?
- L'organisation dispose-t-elle des ressources, des compétences, ou de l'expertise nécessaires pour aider à résoudre les problèmes que vous avez identifiés? Si c'est vrai, quels sont-ils?
- Plus précisément, comment votre organisation ou institution pourrait-elle tirer profit de ce partenariat?
- Quels sont les défis possibles à anticiper?

10^{ème} Assemblée Mondiale **Commission III : Faire progresser le bien-être partagé** **à travers la promotion des sociétés justes et harmonieuses**

1. Les défis des chemins interreligieux vers des sociétés justes et harmonieuses

Afin de promouvoir des sociétés justes, harmonieuses et diversifiées, les acteurs religieux doivent travailler dans différents secteurs pour mettre en place des systèmes de gouvernance équitables et efficaces. Ils devraient diagnostiquer les opportunités et les problèmes avec différentes communautés religieuses et renforcer leurs approches en matière de partenariat et d'action.

Il est nécessaire de surmonter les barrières au sein et parmi des communautés religieuses, de toucher les membres des communautés religieuses qui sont généralement marginalisés (les femmes et les jeunes, par exemple) et de combiner les approches des hauts dirigeants ("de haut"), et action locale et communautaire ("en bas"). Tout ce qui précède devrait être fait pour que la voix des religions soit entendue à la table de prise de décision.

Les défis de base centrales auxquelles l'on fait face des idées et des communautés polarisées, ainsi que l'érosion de la confiance dans les institutions sociales et politiques, qui sont des défis qui reflètent et mettent en exergue les sociétés inégales et injustes qui font partie intégrante de la mondialisation.

En se concentrant sur les identités et les convictions quant aux chemins à suivre, les religions peuvent créer ou approfondir des divisions, mais leur philosophie et leur expérience offrent également des opportunités de jouer des rôles d'unification et de guérison.

Les religions sont confrontées à une dualité positive et négative dans les sociétés contemporaines. Il y a des progrès incontestables qui promettent de transformer des vies et de libérer le potentiel des peuples. Mais des forces négatives, telles que des conflits acharnés et des souffrances humaines liées aux processus politiques et sociaux qui accentuent les inégalités, menacent les droits de l'homme, l'harmonie et le bien-être humain. Les avantages mêmes du matérialisme et de la mobilité sapent les cultures traditionnelles et remettent en cause la cohésion sociale.

Les objectifs de développement durable (ODD), que les pays membres des Nations Unies ont approuvés en septembre 2015, articulent une vision commune et une structure d'action. Ses "Cinq P", paix, prospérité, peuples, planète et partenariats, mettent en évidence les liens complexes et les relations réciproques sur lesquels les religions doivent bâtir leur activité.

Les communautés religieuses sont appelées à établir des partenariats complexes avec d'autres communautés religieuses et avec les secteurs local, national et mondial, publics et privés. Ils doivent s'appuyer sur des atouts qui incluent des enseignements spirituels et éthiques et des positions pratiques sur le terrain au sein de communautés de confiance. Ils peuvent faire progresser les dialogues authentiques, créatifs et pratiques.

Une nouvelle fonctionnalité que les communautés religieuses peuvent utiliser pour exploiter le potentiel de nouvelles formes de partenariat sont leurs réseaux d'engagement ; leur alliance avec les Nations Unies et des institutions telles que le G7 ou G8, le G20, ainsi que des organes de commerce et d'éducation.

Nous devons nous concentrer sur les dimensions pratiques de la gouvernance, ce qui signifie que nous devons régler des problèmes allant de l'affinement de la compréhension de la justice sociale au soulagement des tensions sociales autour de la liberté de religion et de conviction, en passant par la lutte contre l'extrémisme et la violence, le soutien des valeurs et des institutions démocratiques et la confrontation des doutes sous-jacents concernant les systèmes démocratiques, les idéaux imprévisibles d'identité au sein de sociétés pluralistes et les rôles complexes et changeants des femmes, des jeunes et des communautés minoritaires.

Une focalisation commune sur ceux qui sont laissés pour compte, sur les personnes vulnérables, est un moteur d'action dans les communautés religieuses et une opportunité de promouvoir des sociétés justes et harmonieuses.

Les défis et les questions sur lesquels cette commission se concentre sont les suivants : bonne gouvernance, sécurité, migration, réfugiés et personnes déplacées, liberté de religion et de conviction, violence sociale et culturelle et éducation sur la paix. Chacun d'entre eux présente des défis centraux, des approches prometteuses et des voies à suivre.

2. Bonne gouvernance et sécurité

De nombreuses enquêtes indiquent que la confiance dans les institutions est faible. Ce sont ses citoyens pauvres qui subissent les effets les plus brutaux des faiblesses de la gouvernance et des institutions. Les communautés religieuses sont confrontées à huit problèmes ou questions de gouvernance.

Premièrement, les actions menées pendant les périodes critiques de la transition, au cours desquelles les communautés religieuses servent de passerelles et de liens entre différents acteurs politiques et sociaux. Ils peuvent faire progresser les accords de paix et de réconciliation, aider à représenter une table rase et un nouveau départ, participer à la conception d'élections libres, se concentrer sur les agendas des nouveaux gouvernements et lutter contre les instances où les forces populistes mettent en lumière les divisions religieuses, ethniques et raciales.

Deuxièmement, remodeler les récits sur la « Lutte contre l'extrémisme violent ». Les religions peuvent aider à lutter contre l'extrémisme en reconnaissant et en abordant les facteurs au sein des traditions qui contribuent à polariser les points de vue. En outre, il faut lutter contre la focalisation sur l'analyse et les approches politiques qui intègrent les politiques et objectifs de sécurité dans les programmes de développement et la diplomatie, ainsi que sur une focalisation simplifiée sur les aspects religieux de l'extrémisme et de la violence.

Troisièmement, les rôles des religieux dans la lutte contre les pratiques de corruption et la corruption enracinée. Les communautés religieuses peuvent s'engager plus activement dans les efforts en faveur d'une gouvernance honnête. En "disant la vérité au pouvoir", en soutenant et

en défendant les communautés menacées par les industries et en établissant des normes de gestion interne, les institutions religieuses peuvent fournir un exemple de lutte contre les pratiques de corruption.

Quatrièmement, relever les défis posés aux rôles de la société civile. Les communautés religieuses doivent être conscientes de la tendance à la réduction de l'espace réservé à la société civile et à la réduction de son potentiel d'action positive. Ils doivent également penser aux actions qui soutiennent un respect renouvelé des rôles de la société civile.

Cinquièmement, tirer parti de l'expérience et des atouts des communautés religieuses pour la prestation de services sociaux afin de renforcer la mise en œuvre des ODD. Les communautés religieuses jouent un rôle important dans la promotion des services sociaux tels que les soins de santé et l'éducation, la détermination des droits fonciers, le soutien aux petits exploitants agricoles, l'approvisionnement en eau et la prise en charge des personnes handicapées et des enfants vulnérables. Ces tâches sont essentielles à la bonne gouvernance et à la satisfaction des aspirations des populations à une vie meilleure et plus paisible.

Sixièmement, contribuer au dialogue mondial sur de meilleures approches dans les situations où les États sont fragiles, en particulier lorsque les conflits entravent la fourniture de services essentiels. Dans la quasi-totalité de ces sociétés, les acteurs religieux jouent un rôle important, mais cela n'est souvent pas compris ni reconnu de manière adéquate dans les approches politiques générales.

Septièmement, s'engager avec les communautés apatrides. Cela implique de s'interroger sur le rôle des acteurs religieux dans le renforcement de la sécurité des 10 millions de personnes qui manquent aujourd'hui de citoyenneté, notamment en reconnaissant les droits fondamentaux de la citoyenneté.

Huitièmement, soutenir les communautés vulnérables. La lutte contre les formes modernes d'esclavage, de travail forcé, de pièges de la dette, de traite, de mariage forcé et d'enfants soldats est une cause interreligieuse efficace qui associe action et défense. Parmi les autres domaines d'action commune figurent l'action religieuse sur le mariage des enfants, la persécution de groupes spécifiques tels que les albinos, les personnes accusées de sorcellerie et les communautés LGBTQ (Lesbiennes, Gay, Bisexuels, et Transgenres en Questionnement), ainsi que des pratiques telles que la mutilation des organes génitaux féminins.

Certaines approches et voies prometteuses en matière de bonne gouvernance ont trait à la violence basée sur le genre, aux différentes formes d'esclavage ou de travail forcé, aux autres abus de pouvoir perpétrés par la police et l'État, à la saisie de biens ou au vol de terres et au mariage forcé. Les efforts de la Commission concernant les droits des communautés pauvres et vulnérables, qu'ils soient acteurs directs de l'application de la loi ou défenseurs de la justice, présentent un intérêt particulier pour la Commission.

3. Cohésion sociale, migration et intégration

Les défis de la cohésion sociale, de la migration et de l'intégration sont la polarisation, les politiques d'identité négatives et l'anomie, aggravées par la faiblesse des institutions sociales. La pression exercée sur les sociétés pour intégrer de nouveaux migrants qui apportent des traditions et des attentes différentes peut menacer des aspects des pactes sociaux et d'institutions gouvernantes explicites ou implicites.

Les institutions religieuses et l'action interreligieuse peuvent jouer un rôle central dans la compréhension par la communauté des avantages de la migration et de la diversité sociale et culturelle, dans la lutte contre les tensions et les divisions et dans la construction d'attentes positives et futures. Leur expérience et leur engagement auprès des réfugiés et autres victimes de déplacements forcés les placent dans une position privilégiée pour faire face aux tensions sociales liées aux flux de réfugiés.

Les sept domaines de discussion et d'action que nous pouvons explorer sont les suivants :

- le renforcement des connaissances sur les initiatives interreligieuses,
- la lutte contre la migration urbaine,
- la protection des minorités religieuses,
- la compréhension du rôle des femmes et des jeunes,
- l'identification des rôles des communautés religieuses face aux communications et aux médias sociaux,
- la mise en œuvre à la fois des Pactes mondiaux sur les réfugiés et les migrations, et
- l'identification des rôles institutionnels appropriés pour des acteurs religieux spécifiques dans le dialogue mondial et la gestion des réfugiés et des migrants forcés.

4. Liberté de religion et de conviction et minorités religieuses

La liberté de religion et de conviction est un principe éthique fondamental qui fait partie intégrante des concepts d'égalité et de respect. Cependant, la définition et l'application de la liberté de religion et de conviction suscitent un débat important. Des incertitudes et de véritables désaccords quant à la signification essentielle de la liberté de résolution des conflits figurent parmi les motifs de violation de la liberté de religion dans de nombreuses régions du monde. La situation s'est détériorée au cours des deux dernières années et, au niveau mondial, le respect général de la liberté de religion s'est empiré.

Deux phénomènes connexes sont particulièrement préoccupants : les formes de nationalisme extrême et la discrimination systématique et la violence. Le plus gros des restrictions à la liberté de religion incombe également aux minorités religieuses. Par conséquent, mettre l'accent sur la situation de ces minorités préoccupe *Religions for Peace* et les communautés religieuses du monde entier.

Nous pouvons nous appuyer sur un dialogue approfondi autour des objectifs de la liberté de religion et de conviction qui se traduisent par la conception de la tolérance, de la connaissance mutuelle, de la compréhension et du respect. Au sein des Nations Unies, une série de rencontres ont été consacrées à la réalisation d'engagements concrets visant à interdire tout appel à la haine raciale et religieuse incitant à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence.

Un autre développement important est la volonté des principaux érudits musulmans et des chefs religieux de réaffirmer leur engagement à protéger les minorités au sein des communautés religieuses. Les chefs religieux et les érudits doivent travailler ensemble pour clarifier les incompréhensions sur l'importance de la liberté de religion et de conviction et sur les raisons des violations généralisées. Les points de tension à traiter incluent la gestion du discours de haine, les mesures légales qui restreignent les libertés de religion et de conviction, le ciblage de lieux saints ou d'événements sacrés tels que les pèlerinages, ainsi que la montée de la discrimination et des persécutions fondées sur les croyances et les pratiques religieuses.

5. Défis représentés par la violence sociale et culturelle

Les violences sociales et culturelles, qu'elles impliquent directement des croyances ou des acteurs religieux ou non, représentent un défi majeur pour l'action interreligieuse. Les acteurs non étatiques sont de plus en plus ceux qui sont le plus directement impliqués dans les troubles ou la violence qui bouleversent des vies et entravent les progrès vers des sociétés pacifiques et florissantes. Des situations fragiles prévalent dans des régions importantes du monde, où les gouvernements sont incapables d'assurer la sécurité et une protection juridique juste et équitable de leurs citoyens. Les traumatismes sont transmis de génération en génération, et la violence et les violations des droits des citoyens sont, malheureusement, la règle.

Les tendances aux approches autoritaires sont souvent motivées par des préoccupations en matière de sécurité et par des défaillances des gouvernements. Les formes extrêmes de nationalisme et d'autres mouvements extrémistes reflètent les frustrations et les griefs des citoyens. Comment les croyances religieuses et les institutions sont-elles impliquées dans cet ensemble de facteurs qui menacent la sécurité dans les sociétés contemporaines ?

Afin d'affaiblir les liens entre violence et religion, les communautés religieuses doivent réaffirmer ce que sont ou ne sont pas des conceptions autoritaires des croyances et des identités religieuses. Il convient de mettre l'accent sur les aspects culturels du comportement social liés à la violence, en soulignant les complexités d'une question dans laquelle des identités économiques, sociales, ethniques et religieuses sont en conflit.

La sécurité est la première préoccupation essentielle des citoyens, opinion partagée par le thème central de l'Assemblée de *Religions for Peace* à Kyoto, en 2006, qui était axée sur la notion de « sécurité partagée ». Dans les sociétés pluralistes d'aujourd'hui, la sécurité découle de la cohésion sociale, fondée sur le respect de la diversité, des systèmes juridiques et judiciaires efficaces et équitables et une bonne gouvernance.

La voie vers un avenir meilleur et durable est un pilier central de la sécurité. Les rôles des communautés religieuses dans le rétablissement de la paix et la consolidation de la paix sont au centre d'une autre commission de *Religions for Peace* et de ses cinq thèmes centraux :

- lutter contre l'extrémisme violent,
- lutter contre le nationalisme extrême et susciter des réactions contre le populisme,
- lutter contre les manquements à l'état de droit et les défaillances de l'ordre social,

- s'attaquer aux médias sociaux en tant que facteur de dissension par opposition à une force de cohésion et de compréhension partagée,
- lutter contre la violence par la culture.

6. Éducation à la paix

L'éducation est généralement considérée comme essentielle à l'édification et au maintien de sociétés performantes. L'implication des communautés religieuses dans l'éducation est beaucoup plus importante dans de nombreux pays que ce qui est généralement admis dans les débats mondiaux sur l'éducation. L'éducation à la paix est un domaine d'engagement de longue date pour *Religions for Peace*. Un accent particulier sur les questions relatives aux valeurs dans l'éducation, à sa qualité et à sa pertinence, et à l'éducation des populations vulnérables (y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays) mérite un rôle particulier dans l'Assemblée mondiale 2019 de *Religions for Peace*.

7. Les défis de l'action interreligieuse : les atouts des communautés religieuses

L'action interreligieuse en 2019 prend de nombreuses formes, et leur expérience et leur sagesse sont des atouts essentiels pour l'agenda de *Religions for Peace*. L'Assemblée mondiale appelle à mettre l'accent sur les approches transnationales qui relient différentes traditions religieuses, à la fois pour faire face aux différences et aux tensions et pour favoriser la réalisation d'objectifs et de programmes d'action communs.

Les ODD reflètent une architecture globale qui met en évidence les efforts pour sortir des silos institutionnels et intellectuels qui ont séparé la consolidation de la paix des autres aspects des agendas mondiaux. Les approches et institutions interreligieuses sont également appelées à élargir les programmes et les partenariats.

Les actions interreligieuses les plus efficaces combinent des visions globales et des liens transnationaux avec des institutions et des approches ancrées à des niveaux plus locaux. Leurs atouts varient selon plusieurs spectres.

La première englobe les approches de base du dialogue et de l'action. À un bout du spectre se trouvent les échanges théologiques et intellectuels qui visent à favoriser une compréhension partagée, et à l'autre, diverses formes de « dialogue pour l'action ».

La seconde concerne le calendrier. Certaines initiatives surviennent en réponse à des crises spécifiques, tandis que d'autres adoptent une approche à plus long terme et peuvent impliquer des processus s'étendant sur des années, voire des décennies.

À de nombreux égards, les formes de dialogue les plus difficiles, qui constituent une norme et des attentes de plus en plus nombreuses dans le contexte complexe actuel, font intervenir des acteurs très différents, religieux et non religieux, publics et privés. Les initiatives et partenariats réussis ont tendance à se concentrer sur des processus inclusifs et transparents, et sur des défis

spécifiques, du moins comme point de départ. Cela n'entraîne pas de rigidité, car l'une des caractéristiques du travail intersectoriel multiconfessionnel est sa créativité et sa capacité à s'adapter à des circonstances et à une compréhension en évolution.

10^{ème} Assemblée Mondiale **Commission IV : Faire progresser le bien-être partagé** **à travers la promotion du développement humain durable et intégral**

Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui comprenait les 17 objectifs de développement durable (ODD) adoptés par tous les États membres des Nations Unies, prévoyait la réalisation simultanée des droits économiques, l'inclusion sociale et la durabilité environnementale.

Les ODD constituent un ensemble d'objectifs et non un plan d'action. Ils font partie d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies plutôt que d'un traité juridiquement contraignant. En ce sens, ils sont censés être un outil d'orientation, de plaidoyer et de responsabilisation, plutôt qu'un ensemble spécifique d'actions exécutoires. Et il convient de noter que même les traités des Nations Unies ayant force exécutoire ne sont très souvent pas appliqués dans la pratique.

Il s'agit de :

1. Élimination de la pauvreté
2. Lutte contre la faim
3. Accès à la santé
4. Accès à une éducation de qualité
5. Egalité entre les sexes
6. Accès à l'eau salubre et à l'assainissement
7. Recours aux énergies renouvelables
8. Accès à des emplois décents
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
10. Réduction des inégalités
11. Villes et communautés durables
12. Consommation et production responsables
13. Lutte contre le changement climatique
14. Vie aquatique
15. Vie terrestre
16. Justice, paix et institutions fortes
17. Partenariats pour la réalisation des objectifs

Les droits économiques sont un sous-ensemble des droits de l'homme, et la plupart d'entre eux sont reflétés dans les ODD. Les droits économiques clés sont les suivants :

- Droit à un niveau de vie acceptable
- Droit à la sécurité sociale
- Droit à la nourriture
- droit à la santé
- Droit à l'éducation
- Droit à l'eau potable et à l'assainissement
- Droit à une énergie sûre et moderne
- Droit à un travail décent
- Droit au développement
- Droit à un logement décent

L'inclusion sociale fait également partie intégrante des objectifs de développement durable et comprend :

- égalité des sexes
- réduction des inégalités de revenus et de richesse
- Droit de ne pas être soumis à la violence
- Droit à un accès égal à la justice
- Droits des groupes vulnérables à la terre et à d'autres protections

L'objectif de réduction des inégalités est notable et l'Agenda 2030 note que les gouvernements devraient évaluer les inégalités selon "le sexe, l'âge, la race, l'appartenance ethnique, le statut migratoire, le handicap, la localisation géographique et d'autres caractéristiques pertinentes dans le contexte national".

Les ODD répondent donc aux menaces environnementales auxquelles la planète est confrontée principalement dans les domaines suivants :

- Pratiques agricoles durables
- Gestion durable de l'eau
- Villes durables et autres établissements humains
- Consommation et production durables
- enrayer le changement climatique d'origine humaine
- Protéger les écosystèmes marins et la biodiversité
- Protéger les écosystèmes terrestres et la biodiversité

En général, ces différents objectifs doivent être atteints en combinant l'introduction de nouvelles technologies (telles que le passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables), un changement de comportement (des régimes alimentaires plus sains, respectueux de l'environnement et l'amélioration la réglementation et son application (telles que l'amélioration de la conception et de l'application des lois antipollution, les réglementations en matière de surpêche, la limitation des droits d'exploitation, la protection des espèces menacées et d'autres protections environnementales).

La mise en œuvre des ODD comprend quatre étapes.

Le premier est l'engagement politique : les gouvernements doivent intégrer les objectifs et les

indicateurs des ODD dans leurs visions, plans et budgets.

La deuxième étape de la mise en œuvre des ODD est la planification, et le principal défi à relever est que les gouvernements ne sont souvent pas au courant des plans d'action avec un horizon au-delà du mandat du gouvernement en place, ni même intéressés par ces plans, alors que des plans à long terme d'une durée d'au moins dix ans ou plus sont essentiels au succès des objectifs de développement durable.

Le troisième est la mobilisation multipartite. La mise en œuvre des ODD nécessitera le partenariat et la coopération des gouvernements, des entreprises, des groupes communautaires, des organisations religieuses, du monde universitaire et des autres principaux acteurs de la société.

La quatrième étape est le financement. Les ODD concernent inévitablement la réorientation des flux financiers à la fois des gouvernements et des entreprises.

En 2015, dans la perspective des ODD, les États membres des Nations Unies ont adopté le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, qui visait également à structurer le financement des ODD. Le programme d'action d'Addis-Abeba reconnaît la nécessité d'accroître les financements dans plusieurs domaines prioritaires, notamment la protection sociale et les services publics essentiels pour tous, l'intensification des efforts pour éliminer la faim et la malnutrition, la réduction du déficit infrastructurel, l'industrialisation durable, le travail décent pour tous, la protection des écosystèmes et la promotion de sociétés pacifiques et inclusives. Il identifie les domaines d'action pour le financement, y compris les ressources publiques nationales (principalement les recettes budgétaires), le financement des entreprises privées et la coopération internationale pour le développement.

Plus bouleversant encore, alors que le Consensus de Monterrey avait appelé « les pays développés qui ne l'avaient pas encore fait » à atteindre 0,7% du revenu national brut (RNB) en aide publique au développement, le plan d'Addis-Abeba a simplement réaffirmé l'engagement de « nombreux pays développés » d'atteindre 0,7% du RNB. La principale raison du changement de langage entre 2002 et 2015 est qu'en 2015, le gouvernement des États-Unis avait explicitement rejeté son intention d'atteindre 0,7% du RNB de l'aide publique au développement (APD). En 2019, l'APD fournie par les États-Unis représentait environ 0,17% du RNB, un déficit d'environ 100 milliards de dollars par an provenant des États-Unis seulement par rapport à la norme de 0,7.

La dure réalité est que les pays en développement à faible revenu (PDFR) du monde ne peuvent pas se permettre de financer les ODD avec leurs propres ressources. Ces 59 pays comprennent 1,7 milliard de personnes dont le revenu par habitant est généralement inférieur à 1 700 dollars par an (alors que le revenu moyen dans les pays développés est de 40 000 dollars ou plus). Les pays les plus pauvres du monde font partie du groupe PDFR et sont fortement concentrés en Afrique subsaharienne.

Le Fonds monétaire international (FMI) a utilement mis en perspective le manque à gagner en soulignant que 300 à 400 milliards de dollars par an ne représenteraient que 0,9% du PIB combiné des économies avancées et 0,5% du PIB mondial. Autrement dit, le déficit de financement des ODD pour 1,7 milliard de personnes représente moins de la moitié de 1% de la production mondiale !

Religions for Peace

Cependant, augmenter cette somme supplémentaire, même d'une proportion aussi modeste de la production mondiale, s'est avéré impossible. Les pays riches tournent plutôt le dos aux pays les plus pauvres. Les États-Unis sont pires à cet égard, coupant délibérément l'aide au développement alors qu'ils sont de loin le plus grand pays riche du monde.

Dans son encyclique magistrale *Populæum Progression*, le pape Paul VI a écrit de manière touchante et convaincante l'obligation des riches d'aider les pauvres. Le pape Paul VI cite Saint Ambroise (339-397), l'un des docteurs les plus renommés de l'église, qui a déclaré : « Vous ne faites pas don de vos biens à un pauvre. Vous lui remettez ce qui lui appartient. Car ce qui a été donné en commun pour l'utilisation de tous, vous vous l'êtes arrogé. Le monde est donné à tous et pas seulement aux riches. »

La doctrine de la destination universelle des biens est plus vitale que jamais aujourd'hui, car l'économie mondiale a créé une dynamique stupéfiante du « gagnant prend tout » qui conduit à une accumulation de richesse sans précédent parmi les plus riches du monde. Les milliardaires pourraient également réfléchir à la doctrine de renonciation de la tradition hindoue. Les deux premiers vers de Isha Upanishad se lisent comme suit : « Cet univers entier, émouvant et immobile, est enveloppé en Dieu. Renoncez et appréciez » (traduction du savant Anantanand Rambachan). En d'autres termes, l'univers étant une réalité sacrée, l'humanité est appelée à jouir de la planète, de ses ressources et de toutes les richesses qui en découlent, avec des mains ouvertes et généreuses.

La justice distributive et la compassion sont également au cœur du judaïsme, de l'islam, du bouddhisme et des autres grandes religions du monde. En Islam, la pratique de la zakat appelle ceux qui ont des revenus supérieurs à un minimum à en donner une partie (souvent un quarantième) aux pauvres.

En effet, si la vision de la justice de Saint-Ambroise est appliquée à seulement 2 208 des 7,6 milliards de personnes dans le monde, pourrait facilement résoudre le dénuement extrême des 1,7 milliard de personnes les plus pauvres du monde. Si la richesse nette combinée des milliardaires pouvait être traitée comme un fonds de dotation mis en œuvre pour lutter contre l'extrême pauvreté, les 9,1 milliards de dollars généreraient un revenu annuel d'environ 450 milliards de dollars par an, en supposant un taux de distribution annuel de 5%. Cette somme dépasse le déficit de financement identifié par le FMI pour 59 pays en développement à faible revenu !

Selon le réseau de solutions de développement durable des Nations Unies (UNSDSN), les 17 objectifs de développement durable peuvent très utilement être compris comme nécessitant six transformations de la société. Ces six transformations sont :

- a. Éducation, genre et inégalités. L'ODD 4 appelle tous les pays à atteindre l'achèvement universel de l'enseignement secondaire d'ici 2030. Cela nécessitera des mesures pour mettre fin à la discrimination sur le lieu de travail ainsi que d'autres politiques et normes anti-discrimination. L'égalité d'accès à une éducation, à des soins de santé et à d'autres services de haute qualité est, bien entendu, essentielle pour réduire les inégalités et doit être complétée par des filets de sécurité sociale. L'amélioration des normes du travail est également un pilier important dans la lutte contre les inégalités sociales.

- b. Santé, bien-être et démographie. Les objectifs de développement durable se focalisent sur la couverture maladie universelle (ODD 3) ainsi que sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé et du bien-être. Ils considèrent la santé comme un besoin fondamental et un droit humain.
- c. Énergie propre et industrie. Les voies nationales et mondiales disponibles pour la décarbonatation du système énergétique suggèrent trois grands piliers d'action. Premièrement, les pays doivent garantir un accès universel à l'électricité sans carbone et à d'autres carburants propres (ODD 7). Deuxièmement, les pays doivent améliorer l'efficacité énergétique dans l'utilisation finale de l'énergie. Troisièmement, les pays doivent électrifier les utilisations actuelles de l'énergie fossile en dehors de la production d'énergie. Outre la décarbonisation de l'énergie, tous les pays doivent réduire fortement les polluants industriels de l'air, de l'eau et des sols (ODD 12).
- d. Alimentation durable, terre, eau et océans. Les modes actuels d'utilisation des terres, principalement liés à la production alimentaire, ne sont pas durables. Le monde aura besoin d'une transformation majeure des systèmes alimentaires et de l'utilisation des terres pour atténuer la dégradation de l'environnement causée par l'homme, renforcer la résilience de la production alimentaire et obtenir de meilleurs résultats en matière de santé. Cela nécessitera à son tour des systèmes agricoles efficaces et résilients, la conservation et la restauration de la biodiversité, un passage à des régimes alimentaires plus sains et plus axés sur les plantes, ainsi qu'une meilleure réglementation et gestion de l'utilisation des terres.
- e. Villes intelligentes et transports. En priorité, les villes doivent développer des infrastructures urbaines durables. Cela comprend un système de transport efficace ; accès universel à une électricité fiable et peu coûteuse, à de l'eau salubre et à un réseau d'égout ; recyclage et autre gestion durable des déchets ; et la connectivité à large bande haut débit et à faible coût pour soutenir les entreprises et la prestation de services publics. Celles-ci devraient être déployées selon un plan tenant compte d'espaces verts sûrs et ouverts et d'infrastructures pour le cyclisme et la marche. Les réseaux urbains intelligents peuvent assurer la surveillance et la gestion en temps réel de la sécurité, du trafic, de la consommation d'énergie et d'autres services.
- f. Technologie numérique et gouvernance électronique. La révolution numérique constituera le principal moteur technologique du développement durable dans les années à venir, constituée par les progrès en cours dans les domaines de l'informatique, de la connectivité, de la numérisation de l'information, de l'apprentissage automatique, de la robotique et de l'intelligence artificielle.

Chaque grande religion a des atouts uniques et importants à apporter à la réalisation des ODD, notamment un code d'éthique complet; un dialogue quotidien avec toutes les composantes de la société; un dialogue direct avec des milliards de personnes dans le monde, y compris les plus pauvres de la planète; des institutions vitales d'éducation, de santé, de bienfaisance et de protection de l'environnement; et la capacité d'enseigner et de diffuser les informations vitales nécessaires au succès mondial du développement durable. Voici un bref résumé de certaines des principales voies pratiques pour l'engagement religieux avec les ODD.

Les principales religions du monde sont les dépositaires des codes moraux et des principes éthiques fondamentaux de l'humanité. Heureusement, il existe une profonde congruence entre les religions dans les préceptes éthiques fondamentaux concernant la dignité humaine, le droit de chacun de répondre aux besoins essentiels, la valeur essentielle de la compassion et du service

Religions for Peace

rendu aux autres, ainsi que le respect et la gestion du milieu naturel. Ce consensus multiconfessionnel devrait maintenant être renforcé et élargi de manière à ce que les chefs religieux de toutes les grandes confessions et régions deviennent les leaders des objectifs de développement durable, conformément aux enseignements profonds de leurs religions respectives.

Les communautés religieuses peuvent réunir les principaux acteurs de la société nécessaires à la réalisation des ODD. Les religions convoquent à présent des chefs religieux et des scientifiques pour travailler main dans la main à des initiatives de développement durable présentant des avantages considérables pour la société.

La réalisation des ODD nécessitera que les citoyens du monde entier connaissent les objectifs et comprennent leur pertinence et les avantages potentiels pour leur propre famille, leur communauté et leur pays, ainsi que pour le monde entier. Les ODD doivent être expliqués à partir des chaires de toutes les religions, afin d'aider toute l'humanité à comprendre leurs droits humains et la quête mondiale visant à éliminer la pauvreté, à promouvoir la justice sociale et à protéger l'environnement naturel.

Toutes les grandes confessions jouent un rôle vital dans la fourniture directe de services d'éducation, de soins de santé et d'aide sociale, en accordant une attention particulière aux plus vulnérables, notamment les jeunes, les personnes âgées, les handicapés, les migrants, les groupes minoritaires et les marginalisés. Ce faisant, les communautés religieuses s'efforcent de vivre la foi du « ne laisser personne derrière, » même lorsque les sociétés sont assez mal guidées pour jeter les personnes vulnérables à l'écart.

Les religions du monde ont un rôle unique à jouer pour surmonter la mondialisation de l'indifférence en s'associant à l'appel du clairon pour la survie et le bien-être de l'être humain ; en démontrant les liens communs entre les races, les religions, les classes et les ethnies ; et en prouvant par leurs bonnes œuvres la capacité de nos sociétés à ne considérer personne comme un laissé pour compte.

10^{ème} Assemblée Mondiale Commission V : Faire avancer le bien-être partagé à travers la protection de la Terre

1. Introduction

Les changements que les humains ont infligés à l'environnement terrestre ont été si profonds que certains géologues ont proposé de nommer notre époque l'Anthropocène. Ils prétendent que l'ampleur de notre influence serait équivalente aux transformations qui inaugurent une nouvelle ère géologique. Étant donné que la religion est une tradition anthropocentrique, cette reconnaissance du contrôle de l'homme sur la Nature reconnaît le pouvoir de l'humanité, mais fait aussi ressortir le danger que représente l'anthropocentrisme pour la Création, ou plus concrètement, d'autres formes de vie complexes sur Terre et la composition biochimique de son atmosphère, son sol et son eau.

Le développement durable est une réponse aux dommages causés par le développement industriel et aux dangereux changements qu'il entraîne dans l'environnement. Il estime que le gaspillage, les excès, le déclin de l'environnement et la pauvreté de masse ne sont pas le prix inévitable du progrès.

Le fondement moral du développement durable crée une occasion importante pour les communautés religieuses et spirituelles de contribuer à la sagesse, à l'équité et à l'orientation morale des défis environnementaux auxquels l'humanité doit faire face. Les confessions religieuses peuvent compléter les arguments scientifiques par une critique supplémentaire : le matérialisme, la cupidité et l'égoïsme détruisent l'esprit humain et dégradent notre capacité d'*aimer*.

Une fois que les confessions religieuses comprennent la signification de la durabilité et du développement durable, elles peuvent voir comment ces concepts chevauchent leur tradition spirituelle, quel rôle l'homme devrait jouer dans le monde naturel, comment sa tradition évalue le progrès humain, quel est l'écart entre les normes sociales établies par la tradition et comment évaluer les capacités technologiques humaines.

2. Questions issues

L'analyse de l'empreinte écologique est un outil permettant d'évaluer la crise actuelle de la durabilité, causée par plusieurs problèmes interdépendants allant des problèmes environnementaux, tels que le changement climatique, la pénurie d'eau et la perte de biodiversité, aux problèmes sociaux, tels que les inégalités économiques, la pauvreté et la faim.

L'analyse de l'empreinte écologique compare la demande de l'humanité pour les biens et services de la nature et le taux de renouvellement des ressources par la nature. Selon l'empreinte écologique, l'humanité souffre d'un « déficit écologique » qui exige 68% de plus que ce que la Terre peut fournir de manière durable. Cela prouve que le modèle de développement industriel,

qui utilise beaucoup de combustibles fossiles, de minéraux et de hauts niveaux de déchets, n'est pas viable à long terme.

Ceci est un dilemme moral. L'abus de pouvoir et l'inégalité sont au cœur de ces problèmes. Le premier, parce qu'il génère une « dette écologique » sur les ressources naturelles de la Terre, et le second, parce qu'il existe une inégalité structurelle dans la quantité de ressources consommée par les pays pauvres et les pays riches. La plupart des pays riches ont une dette écologique élevée, tandis que les pays pauvres ont une dette écologique très faible. Il n'y a presque pas de pays dans une « zone idéale » où un développement élevé est géré avec une dette écologique faible.

Une refonte créative doit avoir lieu pour aider un plus grand nombre de pays à atteindre cet « point idéal », et les confessions religieuses peuvent jouer un rôle si elles se demandent comment leur tradition évalue l'empreinte écologique. En outre, si les chefs religieux et les croyants se demandent comment leur tradition pourrait aider les pays à devenir le « point idéal » écologique, quelle évaluation leurs congrégations font-elles de leur responsabilité écologique, que serait l'empreinte écologique de la Terre si chacun acceptait son propre style de vie, quel est l'impact actuel de ce style de vie sur l'environnement.

L'empreinte écologique détaille une série de défis ou de dysfonctionnements sectoriels d'importance cruciale : changements climatiques, pollution de l'air, déforestation, dégradation des sols, pénurie d'eau, perte de biodiversité et pollution des océans.

Le changement climatique correspond à la hausse de la température moyenne mondiale causée par des « gaz à effet de serre » dans l'atmosphère, tels que le dioxyde de carbone, le méthane, l'oxyde nitreux et la vapeur d'eau. Ce processus a commencé avec la révolution industrielle du 18ème siècle et est devenu plus aigu à mesure que les sociétés humaines sont devenues plus dépendantes des combustibles fossiles et autres contaminants.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a averti que le plafond recommandé pour une augmentation de la température moyenne mondiale est de 1,5 degrés Celsius. En octobre 2018, le GIEC a déclaré qu'une augmentation de 2 degrés aurait des incidences environnementales et économiques bien plus importantes. Néanmoins, limiter l'augmentation à 2 degrés est ambitieux, car il faudrait que les émissions de gaz à effet de serre atteignent leur maximum d'ici 2020, puis soient réduites de moitié toutes les 10 années suivantes. Selon une étude de l'économiste britannique Nicholas Stern, le coût de ce passage pourrait être d'environ 2 points de PIB mondial. Ceci, néanmoins, est beaucoup plus moins cher que le coût de ne pas agir.

De nombreux scientifiques sont sceptiques quant à la possibilité de réduire les émissions aussi rapidement. Il a donc été demandé de développer des initiatives de géo-ingénierie telles que la déviation des rayons solaires ou l'extraction de carbone de l'atmosphère, mais il s'agit de solutions risquées pouvant avoir des conséquences imprévues. Pour réaliser des réductions drastiques de carbone, les pays doivent mettre en œuvre des solutions sobres en carbone, telles que l'utilisation d'énergies renouvelables et la réduction de la consommation et des déchets.

Afin de s'attaquer au problème du changement climatique, les communautés religieuses pourraient commencer par lier ce défi à leurs traditions. Après avoir analysé la manière dont leurs textes sacrés et leurs enseignements abordent la question des climats extrêmes (sécheresses,

inondations, tempêtes, etc.), ils pourraient se pencher sur la responsabilité morale que les êtres humains assument dans leurs relations avec l'environnement. Reconnaître la dimension morale du changement climatique est une étape importante dans le processus d'implication des communautés de foi dans la solution de ce problème.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la pollution de l'air affecte 90% de la population mondiale et sept millions de personnes meurent chaque année des suites de la respiration de l'air pollué à l'extérieur et l'intérieur. Il y a une inégalité aiguë en ce qui concerne le pourcentage de villes polluées dans les pays à revenu élevé ou faible. Alors que dans le premier cas, 49% des villes d'au moins 100 000 habitants ne respectent pas les directives de l'OMS, dans le dernier cas, 97% des villes ne respectent pas les recommandations de l'OMS en matière de qualité de l'air.

La pollution de l'air extérieur résulte principalement de la combustion de combustibles riches en carbone - et dans une moindre mesure de la combustion de déchets -, et pratiquement tous les secteurs de l'économie sont concernés. Le sable et la poussière du désert sont également des facteurs géographiques et météorologiques qui contribuent à créer une pollution atmosphérique, qui, combinée à des facteurs humains, est la cause de quelque 4,2 millions de décès chaque année, liés à des maladies respiratoires, au cancer et aux maladies cardiaques. La pollution intérieure fait 3,8 millions de morts par an, principalement à cause de l'utilisation dans les pays à faible revenu de méthodes de cuisson artisanales et de la gestion des déchets.

Les communautés religieuses pourraient utiliser leur tradition pour réfléchir aux implications métaphoriques et divines de la détérioration ou de la pollution de l'air, du vent et du souffle. Cela indiquerait des liens entre la sagesse de chaque tradition et le défi de la réduction de la pollution atmosphérique, tout en reconnaissant les implications pour le développement en général si la création de la prospérité et des emplois entraînent de lourdes responsabilités environnementales et sociales.

La déforestation pose également un problème d'inégalité. Selon une étude réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), alors que les forêts tempérées se développaient entre 1990 et 2015, la superficie des forêts boréales et subtropicales demeurait en grande partie inchangée, les forêts tropicales, situées principalement dans des pays à revenu intermédiaire ont perdu, en 2016 et 2017, une superficie deux fois supérieure à celle perdue au début des années 2000.

Les principales causes de déforestation sont l'agriculture, la production de bois, la collecte de bois de chauffe et la production de charbon de bois à usage domestique. Un de ses effets est une augmentation de 8% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, et ce pourcentage ne tient pas compte des émissions supplémentaires générées par toute activité agricole ayant lieu dans des zones déboisées. Un autre effet négatif à l'étude est la façon dont il affecte les cycles de l'eau sur la planète, car les forêts dégagent d'énormes quantités de vapeur d'eau, qui deviennent ensuite des précipitations. Les scientifiques craignent que la déforestation dans des régions comme l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie ne se répercute sur la production alimentaire aux États-Unis, en Inde et en Chine.

Les traditions religieuses pourraient s'interroger sur le lien entre leur sagesse et le défi moderne de la déforestation et de la perte d'habitat ; ainsi que d'imaginer comment leurs congrégations

Religions for Peace

pourraient faire progresser la protection de l'environnement. Le World Resources Institute (WRI, Institut mondiale des ressources) estime que des mesures correctes de la conservation des forêts et du reboisement pourraient fournir 23% des mesures d'atténuation nécessaires pour limiter le réchauffement planétaire à deux degrés Celsius.

La dégradation des sols entraîne une perte de productivité : un problème mondial grave dans un monde caractérisé par une demande croissante de produits alimentaires. Une étude soutenue par l'ONU en 2018 a conclu qu'environ 15 à 24% des terres dans le monde avaient subi des dommages physiques ou chimiques, et une perte de productivité avait été constatée dans 20% des terres cultivées, 16% des terres forestières, 19% des prairies et 27% des pâturages. En revanche, la demande de produits alimentaires devrait augmenter de 50% entre 2013 et 2050.

Même si les superficies cultivées ont augmenté de 16%, les superficies irriguées et la production agricole ont presque triplé, les méthodes utilisées ne sont pas viables. La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD ou CNULCD) a comparé l'agriculture industrielle à des industries extractives telles que les mines. Une solution pourrait être l'agriculture régénérative, une approche de l'agriculture axée sur le maintien de la santé du sol ou la réduction de la demande de viande, ce qui réduit la quantité de grain à cultiver pour nourrir le bétail.

La pénurie d'eau est un défi quotidien pour 36% de la population mondiale, et cette proportion pourrait atteindre 50% d'ici 2050 en raison des changements climatiques, de la perturbation des systèmes d'approvisionnement et de la croissance démographique. Les eaux douces des lacs, des rivières et des nappes aquifères, dont dépendent l'humanité et une grande partie de la nature, représentent moins de 1% de l'eau mondiale.

La production alimentaire et la santé humaine sont directement affectées par la pénurie d'eau. L'agriculture représente les deux tiers de la consommation d'eau au niveau mondial et une pénurie de celle-ci toucherait 16% des terres arables et 44% de la production alimentaire mondiale. De même, la pénurie d'eau potable oblige plus de deux milliards de personnes dans le monde à boire de l'eau contaminée, selon des études menées par la Banque mondiale et les Nations Unies. Le nombre de personnes vivant dans une pénurie d'eau absolue pourrait atteindre 1,8 milliard d'ici 2025.

Certains pays doivent pratiquement importer de l'eau, sous la forme de cultures à forte consommation d'eau, laissant de nombreux pays dépendants des marchés mondiaux pour leur approvisionnement en nourriture. La consommation de viande représente environ 25% de l'empreinte eau de l'humanité, à cause de l'eau nécessaire pour l'alimentation du bétail. Passer à un aliment moins gourmand en eau, comme le poulet, pourrait réduire la consommation d'eau, et un habitant d'un pays industrialisé réduirait sa consommation d'eau de 36% en passant à un régime végétarien.

Les croyants pourraient réfléchir à la valeur accordée à l'eau, en tant que symbole de propreté et de purification, et trouver des moyens permettant aux enseignements de chaque tradition de contribuer à une culture durable de la société.

La biodiversité est en déclin rapide. De nombreux biologistes affirment que nous sommes en période d'extinction massive, ce qui devrait être particulièrement troublant pour ceux qui

considèrent la vie comme un don divin. Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 25% des espèces de mammifères, 13% des espèces d'oiseaux et 41% des espèces d'amphibiens sont menacées de disparition.

Cette extinction de masse réduit également les « services écosystémiques », tels que la pollinisation des abeilles et le stockage du carbone atmosphérique dans les plantes. En 2014, ces services étaient évalués à 125 000 milliards de dollars. Il a également été estimé qu'entre 2007 et 2011, des milliards de dollars de services ont été éliminés à la suite de pertes et de dégradations d'écosystèmes.

La Convention sur la diversité biologique (CDB) a fixé, en 2010, vingt objectifs volontaires connus sous le nom d'objectifs d'Aichi pour la biodiversité. Jusqu'à présent, seuls deux de ces objectifs sont en voie d'être atteints et l'un d'entre eux, qui consiste à réserver 17% de la superficie terrestre de la planète pour des réserves de la faune, pourrait être insuffisant, étant donné que le biologiste de Harvard, E.O. Wilson a soutenu en 2017 que 50% de la surface de la planète devrait être réservée à la nature.

Les océans aident à réguler le climat, fournissent de la nourriture, favorisent l'activité économique et protègent la biodiversité, entre autres avantages. Néanmoins, l'activité humaine a affaibli la capacité des océans à remplir ces fonctions. En 2018, une étude de la FAO a conclu que 33% des pêcheries marines sont exploitées de manière durable. La saturation en carbone a entraîné une augmentation de 30% de l'acidité de l'eau de mer depuis la révolution industrielle. Cela affaiblit les récifs coralliens, qui comptent parmi les écosystèmes les plus riches en espèces de la planète et abritant 25% des espèces de poissons marins. Le ruissellement des éléments nutritifs, causé par l'excès d'engrais de l'agriculture déversés dans l'océan, a créé des "zones mortes" privées d'oxygène et dépourvues de vie marine. Il existe plus de 500 zones mortes dans le monde, qui couvrent superficie presque égale à celle du Royaume-Uni.

3. Les ressources (ou atouts) des religions pour protéger la Terre

Les religions ont un potentiel énorme pour motiver la transformation sociale par leurs atouts moraux, spirituels et sociaux. Un engagement des religions à faire face à la crise mondiale de la durabilité pourrait constituer une contribution importante aux efforts déployés par d'autres acteurs sociaux.

Les personnes de foi et de spiritualité font souvent preuve d'une énergie morale qui les oblige à s'engager dans des activités publiques. La position éthique des personnalités religieuses a joué un rôle déterminant dans les changements liés aux droits civils, à l'allègement de la dette, à l'activisme anti-apartheid et anti-nucléaire. Lorsque les autorités gouvernementales ont tenté d'interdire l'utilisation de parties de rhinocéros et de tigres dans la médecine traditionnelle en Chine et l'utilisation de la dynamite et de la pêche en Tanzanie, des personnalités religieuses taoïstes et islamiques ont réussi à réaliser des transformations que les autorités laïques de leurs pays respectifs étaient incapables d'accomplir.

Une tâche plus difficile consistera à persuader leurs communautés d'abandonner les attitudes de consommation et l'éthique matérialiste qui saturent les économies modernes et qui est responsable d'une bonne partie de la non-durabilité de l'environnement.

La prière, le chant, la liturgie et les rituels spirituels sont souvent des atouts négligés des communautés religieuses qui peuvent émouvoir le cœur des gens et motiver le changement. Grâce à ces atouts, les membres de la communauté pourraient être écartés des préoccupations ordinaires et obligés de s'engager dans des actions telles que le recyclage et la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables.

4. Action interreligieuse aux niveaux local, national, régional et mondial

Les actifs sociaux des communautés religieuses peuvent être mobilisés au niveau local, national ou mondial, grâce à la connectivité dont ils font preuve à chacun de ces niveaux. L'utilisation de terrains, de bâtiments et de capitaux d'investissement, entre autres ressources, peut faire progresser les communautés et les sociétés durables, sans qu'il soit nécessaire de légiférer ou de mobiliser une énorme quantité de capital.

La collaboration entre les groupes de défense des droits et les communautés religieuses pourrait avoir un impact sur des domaines tels que la construction. En tant que propriétaires de bâtiments intéressés par la durabilité, les communautés confessionnelles pourraient influencer un changement des règles d'approbation des projets de construction et de planification urbaine afin de garantir des pratiques durables en matière d'ingénierie et d'architecture. La grande superficie de terres appartenant à certaines congrégations pourrait être utilisée comme un levier pour faire pression sur les entités gouvernementales et créer de fortes incitations pour les servitudes de conservation, afin de laisser certaines terres en grande partie sous-développées.

Identifier les intersections entre le travail de proximité de la congrégation et les préoccupations de durabilité est essentiel pour créer des alliances entre les communautés religieuses et les groupes de défense des droits. Les congrégations peuvent acheter des provisions bio et s'allier avec des organisations à but non lucratif pour renforcer les marchés des produits verts. Les organisations religieuses peuvent rassembler des investissements individuels pour faire avancer des options socialement responsables ou s'engager aux niveaux national et mondial à investir dans des avoirs qui font progresser le bien public. Les communautés confessionnelles pourraient, enfin, générer des engagements de réduction de la consommation d'énergie, de la production de déchets et de l'utilisation de matériaux dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et des transports, qui sont les plus critiques.

L'importance des réseaux créés par les communautés spirituelles pour générer des changements ne peut être surestimée. Afin de fonctionner le plus efficacement possible, ils peuvent fonctionner de deux manières.

Premièrement, ils peuvent agir de concert avec des communautés d'autres traditions, en éliminant les doubles emplois.

Religions for Peace

Deuxièmement, ils peuvent coordonner l'action aux niveaux local, national, régional et mondial.

Au niveau local, ils peuvent agir sur les municipalités, les quartiers et les congrégations. Les initiatives environnementales peuvent utiliser les enseignements et les rituels pour inspirer et guider les travaux environnementaux. Ils peuvent influencer sur les modes de vie, réduire le consumérisme et enseigner de meilleures pratiques de gestion des déchets et de conservation des ressources. Les communautés religieuses peuvent inciter les gens à soutenir des groupes de pression et à agir politiquement pour influencer la législation et la réglementation publique sur les questions environnementales.

Au niveau national, les communautés religieuses peuvent influencer les décisions par le biais de fédérations, d'associations, de conseils et autres organes semblables. Au niveau régional, ces organisations peuvent travailler ensemble pour coordonner un lien entre le niveau local et le niveau national et rendre les objectifs ambitieux plus susceptibles de réussir.

Enfin, les communautés religieuses ont le pouvoir d'opérer à un niveau mondial, en influençant les décisions prises par plusieurs gouvernements nationaux, en particulier s'il existe un dialogue et une coordination interconfessionnels. Des initiatives telles que la Déclaration interconfessionnelle sur le climat concernant les modes de vie durables, faite lors de la Conférence des Nations Unies sur le climat à Bonn (COP23) en 2017, et l'encyclique « Laudato Si » de 2015 du pape François, illustrent comment les religions peuvent peser dans la communauté internationale promouvoir une planète durable.